



UNITED NATIONS
NATIONS UNIES

*ICTR-95-1C-A
13-J-2006
(Glasia - Gbisa)*

**International Criminal Tribunal for Rwanda
Tribunal Pénal International pour le Rwanda**

*9bis/A
Zang*

Arusha International Conference Centre
P.O.Box 6016, Arusha, Tanzania - B.P. 6016, Arusha, Tanzanie
Tel: 255 57 4207-11 4367-72 or 1 212 963 2850 Fax: 255 57 4000/4373 or 1 212 963 2848/49

CHAMBRE D'APPEL

Devant: Juge Fausto Pocar, *Président de la Chambre d'appel*

Greffier: M. Adama Dieng

Date de dépôt: 13 juillet 2006

Vincent Rutaganira

c

LE PROCUREUR

Affaire No. ICTR-95-IC-T

2006 JUL 13 P 12:32
JUDICIAL RECORDS/ARCHIVES
RECEIVED

REQUETE DU PROCUREUR

Aux fins de Rejet de l'Acte d'Appel déposé par Vincent Rutaganira le 4 juillet 2006, contre la Décision du Président du Tribunal du 2 juin 2006, Rejetant sa Requête aux fins de Libération Anticipée

Bureau du Procureur

James STEWART
Dior SOW FALL
Abdoulaye SEYE

Conseil de Mr. Rutaganira

Francois ROUX
Maroufa DIABIRA
Soraya BRIKCI-LAUCCI

INTRODUCTION

1. Vincent Rutaganira, suite à la décision du Président du Tribunal, datée du 2 juin 2006¹, rejetant sa demande de libération anticipée formulée le 5 mars 2006, a interjeté appel de cette décision le 4 juillet 2006.²

2. Le Procureur n'entend pas déposer de réponse aux arguments développés dans cet acte d'appel, dans la mesure où, ni le Règlement de Procédure et de Preuve³, ni la Directive Pratique pertinente pour ce qui est des conditions relatives aux écritures déposées dans le cadre d'un appel d'un jugement final⁴, ne prévoient le dépôt d'une réponse à un acte d'appel, mais seulement celui d'un mémoire de l'Appelant, d'un Mémoire de l'intimé et d'un Mémoire en réplique.⁵

3. Le Procureur juge, cependant, opportun de déposer la présente requête et soutient, sur la base des articles 107, 107bis, et 108 du Règlement, ainsi que de la Directive Pratique susmentionnée, que cet acte d'appel devrait être rejeté par la Chambre d'Appel, parce qu'étant sans aucune base légale. Ni l'article 108 du Règlement, ni la Directive Pratique relative à l'appréciation des demandes de grâce, de commutation de la peine et de libération anticipée des personnes condamnées par le Tribunal Pénal International, ne permettent à M. Rutaganira d'interjeter appel contre la décision du Président.

ARGUMENTS

L'Acte d'appel déposé, sur la base de l'Article 108 du Règlement et l'Article 24 du Statut, est sans fondement légal

4. Les dispositions de l'article 108 du Règlement prévoient « l'appel interjeté contre un jugement ou une sentence ». Le terme « jugement » pourrait prêter à interprétation s'il n'avait été clairement défini par la Directive Pratique relative aux conditions formelles

¹ Voir *Decision on Request for Early release*, 2 June 2006.

² Voir *Acte d'Appel*, 4 juillet 2006.

³ Voir articles 108, 111 à 113, et 117bis dudit Règlement.

⁴ Voir la Directive pratique relative aux conditions formelles applicables au recours en appel contre un jugement, datée du 16 septembre 2002, [ci-après, « La Directive Pratique »], paragraphes 1, 2, 3 et 4.

⁵ Voir à ce propos, *Procureur c. Ntagirura et al.*, Décision (Requête urgente du Procureur aux fins de rejet des réponses à l'Acte d'Appel du Procureur, Requête de la Défense d'Emmanuel Bagambiki en vue du report du délai de dépôt de sa réponse), datée du 10 novembre 2004, p. 5.

applicables au recours en Appel contre un jugement. Le point II, « Conditions Formelles », paragraphe 1 de la Directive précise que l'acte d'appel est déposé contre «un jugement rendu par une Chambre de première instance » L'article 108 du règlement ne peut dès lors être applicable en l'espèce et M. Rutaganira n'a pas démontré le contraire.

5. En outre, l'article 24 du Statut du Tribunal confère un droit d'appel aux personnes condamnées par une Chambre de première instance et au Procureur. Il définit les pouvoirs de la Chambre d'appel. L'article 24 du Statut précise les motifs pour lesquels les personnes condamnées par les Chambres de première instance ou le Procureur peuvent faire appel. Il doit s'agir d'une erreur de droit qui invalide la décision prise ou alors d'une erreur de fait entraînant un déni de justice.

6. La décision rendue par le Président, en vertu de l'article 125 du Règlement et l'article 27 du Statut, relève d'un pouvoir appartenant essentiellement au Président, lequel décide dans l'intérêt de la justice et sur la base des principes généraux du droit. Il ne s'agit nullement d'une décision qui rentre dans le cadre de l'article 24 du Statut.

La décision du Président du Tribunal est définitive et sans appel

7. Il résulte du paragraphe 10 de la Directive Pratique relative à l'appréciation des demandes de grâce, de commutation de la peine et de libération anticipée des personnes condamnées par le Tribunal Pénal International pour le Rwanda, que la décision du Président du Tribunal, en la matière, «est définitive et sans Appel»⁶.

8. Il convient de souligner que Vincent Rutaganira, pour soutenir sa demande de libération anticipée, fait référence à des décisions du TPIY⁷, prises conformément aux dispositions de la Directive Pratique de ce Tribunal, du 7 avril 1999, relative à l'appréciation des demandes de grâce, de commutation de peine et de libération anticipée des personnes condamnées par le Tribunal International. Le Procureur note à cet égard que

⁶ Voir *Practice Direction on the Procedure for the Determination of Applications for Pardon, Commutation of Sentence and Early Release of persons convicted by the International Criminal Tribunal for Rwanda*, 10 May 2000, paragraph 10.

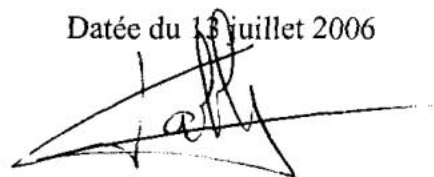
⁷ Voir Requête de Vincent Rutaganira aux fins de libération anticipée du 5 mars 2006, paragraphes 18, 20.

le paragraphe 9 de la Directive Pratique applicable au TPIY, sur le même sujet, est identique au paragraphe 10 de la Directive Pratique applicable au TPIR, citée ci-dessus.⁸

MESURE SOLLICITEE

9. Le Procureur, au vu des arguments exposés ci-dessus, demande respectueusement à la Chambre d'Appel de rejeter la demande de Vincent Rutaganira comme étant sans fondement juridique légal.

Datée du 13 juillet 2006



Dior Sow Fall
Conseiller Juridique Principal, Appels



Abdoulaye Seye
Conseiller Juridique, Appels

⁸ Voir *Practice Direction on the Procedure for the Determination of Applications for pardon, commutation of Sentence and Early Release of Persons Convicted by the International Tribunal*, 7 April 1999, paragraph 9.

TRANSMISSION SHEET FOR FILING OF DOCUMENTS WITH CMS

COURT MANAGEMENT SECTION
(Art. 27 of the Directive for the Registry)

I - GENERAL INFORMATION (To be completed by the Chambers / Filing Party)

To:	<input type="checkbox"/> Trial Chamber I N. M. Diallo	<input type="checkbox"/> Trial Chamber II R. N. Kouambo	<input type="checkbox"/> Trial Chamber III C. K. Hometowu	<input checked="" type="checkbox"/> Appeals Chamber / Arusha F. A. Talon
	<input type="checkbox"/> Chief, CMS J.-P. Fomété	<input type="checkbox"/> Deputy Chief, CMS M. Diop	<input type="checkbox"/> Chief, JPU, CMS K. K. A. Afande	<input type="checkbox"/> Appeals Chamber / The Hague R. Burriess
From:	<input type="checkbox"/> Chamber (names)	<input type="checkbox"/> Defence (names)	<input checked="" type="checkbox"/> Prosecutor's Office <i>Dior Fall</i> (names)	<input checked="" type="checkbox"/> Other: OTP - <i>[Signature]</i> (names)
Case Name:	The Prosecutor vs. RUTAGANIRA			Case Number: ICTR-95-IC-T
Dates:	Transmitted: 13 Juillet 2006		Document's date: 13 Juillet 2006	
No. of Pages:	4		Original Language: <input type="checkbox"/> English <input checked="" type="checkbox"/> French <input type="checkbox"/> Kinyarwanda	
Title of Document:	REQUETE DU PROCUREUR Aux fins de Rejet de l'Acte d'Appel déposé par Vincent Rutaganira le 4 juillet 2006, contre la Décision du Président du Tribunal du 2 juin 2006, Rejetant sa Requête aux fins de Libération Anticipée			
Classification Level:		TRIM Document Type:		
<input type="checkbox"/> Strictly Confidential / Under Seal		<input type="checkbox"/> Indictment <input type="checkbox"/> Warrant <input type="checkbox"/> Correspondence <input type="checkbox"/> Submission from non-parties		
<input type="checkbox"/> Confidential		<input type="checkbox"/> Decision <input type="checkbox"/> Affidavit <input type="checkbox"/> Notice of Appeal <input type="checkbox"/> Submission from parties		
<input checked="" type="checkbox"/> Public		<input type="checkbox"/> Disclosure <input type="checkbox"/> Order <input type="checkbox"/> Appeal Book <input type="checkbox"/> Accused particulars		
		<input type="checkbox"/> Judgement <input checked="" type="checkbox"/> Motion <input type="checkbox"/> Book of Authorities		

II - TRANSLATION STATUS ON THE FILING DATE (To be completed by the Chambers / Filing Party)

CMS SHALL take necessary action regarding translation.

☒ Filing Party hereby submits only the original, and **will not submit** any translated version.

☐ Reference material is provided in annex to facilitate translation.

Target Language(s):

☒ English ☐ French ☐ Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

☐ Filing Party hereby submits **BOTH** the original and the translated version for filing, as follows:

Original	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda
Translation	in	<input type="checkbox"/> English	<input type="checkbox"/> French	<input type="checkbox"/> Kinyarwanda

CMS SHALL NOT take any action regarding translation.

☐ Filing Party will be submitting the translated version(s) in due course in the following language(s):

☐ English ☐ French ☐ Kinyarwanda

KINDLY FILL IN THE BOXES BELOW

<input type="checkbox"/> The OTP is over-seeing translation. The document is submitted for translation to: <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / Arusha. <input type="checkbox"/> The Language Services Section of the ICTR / The Hague. <input type="checkbox"/> An accredited service for translation; see details below: Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:	<input type="checkbox"/> DEFENCE is over-seeing translation. The document is submitted to an accredited service for translation (fees will be submitted to DCDMS): Name of contact person: Name of service: Address: E-mail / Tel. / Fax:
--	---

III - TRANSLATION PRIORITISATION (For Official use ONLY)

<input type="checkbox"/> Top priority	COMMENTS	<input type="checkbox"/> Required date: 3:32
<input type="checkbox"/> Urgent		<input type="checkbox"/> Hearing date: 3:32
<input type="checkbox"/> Normal		<input type="checkbox"/> Other deadlines:



UNITED NATIONS
NATIONS UNIES

COURT MANAGEMENT ADMINISTRATION DES CHAMBRES

Arusha International Conference Centre
P.O.Box 6016, Arusha, Tanzania - B.P. 6016, Arusha, Tanzanie
Tel: 255 57 504207-11 504367-72 or 1 212 963 2850 Fax: 255 57 504000/504373 or 1 212 963 2848/49

INTERLOCUTORY APPEALS - PROOF OF SERVICE - BY FAX PREUVE DE NOTIFICATION - CHAMBRE D'APPEL - PAR FAX

Date: 13 July 2006		Case Name / affaire: - Vincent RUTAGANIRA	
		Case No / no. de l'affaire: ICTR-95-IC-T	
To: A:	Appeals Chamber Support Unit, The Hague: - Mr. Koffi Afande - Ms. Rosette Muzigo-Morrison - Mr. Ramadhani T. Juma		<input type="checkbox"/> Judge / <input type="checkbox"/> Judge / <input type="checkbox"/> Judge / <input type="checkbox"/> Judge / <input type="checkbox"/> Judge /
	ACCUSED / DEFENSE <input checked="" type="checkbox"/> Accused / <i>Accusé</i> RUTAGANIRA see / voir " CMS4 <input checked="" type="checkbox"/> Lead Counsel / <i>Conseil Principal</i> : F. Roux <input type="checkbox"/> In Arusha / à Arusha: (see / voir CMS3) <input type="checkbox"/> Fax: <input type="checkbox"/> Co-Counsel / <i>Conseil Adjoint</i> : M. Diabira <input type="checkbox"/> Arusha (see / voir CMS3) <input type="checkbox"/> Fax:		
	OTP / BUREAU DU PROCUREUR <input type="checkbox"/> Hassan Bubacar Jallow, Prosecutor <input type="checkbox"/> Stephen Rapp, Chief of Prosecutions <input type="checkbox"/> B. Majola, Deputy Prosecutor <input checked="" type="checkbox"/> James Stewart, Senior Trial Attorney in charge of case: (<input type="checkbox"/> name) <input type="checkbox"/> The Hague / La Haye <input type="checkbox"/> Arusha (see / voir CMS3) <input type="checkbox"/> Kigali		
From: De:	<input type="checkbox"/> JP. Fomété (Chief, CMS) <input type="checkbox"/> Matar Diop (Chief, JPU) <input checked="" type="checkbox"/> C. Homeloyu (IC III) <input type="checkbox"/> F. A. Talon (Appeals/Team IV) <input type="checkbox"/> Other		
CC:	<input checked="" type="checkbox"/> Registrar <input type="checkbox"/> OLA, NY <input checked="" type="checkbox"/> Deputy Registrar <input type="checkbox"/> Press <input checked="" type="checkbox"/> ICTR Spokesperson <input checked="" type="checkbox"/> SAR <input type="checkbox"/> WVSS <input type="checkbox"/> DCDMS <input checked="" type="checkbox"/> CSS <input checked="" type="checkbox"/> SADR <input type="checkbox"/> Other		
Subject Objet:	Kindly find attached the following documents / <i>Veillez trouver en annexe les documents suivants</i> :		
Documents name / titre du document		Date Filed / Date enregistré	Pages
REQUETE DU PROCUREUR AUX FINS DE REJET DE L'ACTE DEPOSE PAR VINCENT RUTAGANIRA LE 4 JUILLET 2006, CONTRE LA DECISION DU PRESIDENT DU TRIBUNAL DU 2 JUIN 2006, REJETANT SA REQUETE AUX FINS DE LIBERATION ANTICIPEE		13 JULY 2006	4

CENTRAL REGISTRY: ALL FAX TRANSMISSION SHEETS MUST BE ANNEXED TO THIS FORM No. of

pages transmitted including this cover sheet / *Nombre de pages transmises, page de garde comprise*: 111

In case of transmission difficulties, please contact: Central Registry / *En cas de difficulté de transmission, veuillez contacter*:

Tel: 212-963 4828 ext. 5333, 5063 Fax: 212-963 2848 Email: giani@un.org or lipcombe@un.org

ICTR_01\WorkGroups\CourtManagement\services\CMS forms\Tribunal Chamber III\APPEAL FORMS\INTERLOC Rutaganira - BY FAX.doc

CMS 3F